

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

L'impératif de la solidarité internationale

Le vaste mouvement de solidarité populaire avec les victimes du terrible tsunami qui vient de dévaster d'amples zones côtières de l'Asie du sud-est est remarquable. Il met notamment en évidence le degré atteint par la mondialisation de l'opinion publique car une réaction de cette envergure aurait été inimaginable il y a cinquante ans. De mauvaises langues diront que les dons affluant sur les comptes de la «Chaîne du Bonheur» s'expliquent uniquement par les nombreuses victimes helvétiques. Affirmer cela c'est pourtant oublier des élans comparables, par exemple lors du tremblement de terre dans le nord de l'Arménie en 1988.

Ainsi, confronté-e-s à des tragédies humanitaires, bon nombre de Suissesses et de Suisses sont généreux et solidaires indépendamment de leurs convictions politiques. Une dynamique probablement en partie alimentée par la peur – conscience de la fragilité de la propre existence – ou par une compassion quelque peu misérabiliste – les «pauvres du Tiers Monde» une nouvelle fois frappés par le mauvais sort –, mais une attitude sincère tout de même.

D'un point de vue socialiste se pose la question comment la prise de conscience engendrée par cette catastrophe peut contribuer à transformer une générosité de circonstance en solidarité structurelle permettant de redéfinir durablement les rapports entre le Sud et le Nord. Par exemple moyennant l'annulation de la dette publique des pays économiquement sous-développés ou la remise en cause de l'«impérialisme du libre-échange» des pays dits développés. La rupture inconditionnelle avec le social-libéralisme et la mise en évidence claire des clivages gauche-droite sont des pas dans cette direction. En effet, seul en renforçant la solidarité intérieure, l'impératif de la solidarité internationale connaîtra de réels progrès. *Réd.*



DOSSIER

L'altermondialisme: la gauche autrement?

En chiens de faïence, avec un brin d'animosité. Voilà un peu comment aujourd'hui les altermondialistes et les membres de la gauche institutionnelle se regardent. Les premiers sont accusés de parader et de distiller de grandes idées, certes belles, mais en déconnexion totale avec la réalité des élu-e-s. La gauche institutionnelle elle, rompue avec l'exercice de la gestion du pouvoir, n'est qu'une escorte gentille du néo-libéralisme aux yeux des hérauts de l'altermondialisme. Conclusion: l'impasse. Et sur le côté, les plus démunis qui eux n'auront ni la chance de voir les plages du Brésil, ni les moelleux canapés de la salle des pas perdus à Berne.

C'est à cette impasse que la rédaction de *Pages de Gauche* s'attaque ce mois-ci. En écoutant des voix du Sud et en confrontant celles suisses d'organisations altermondialistes, déclarées ou non, et de partis politiques à la question de savoir comment construire un réel front commun de gauche. Afin de montrer les divergences, mais aussi les points de convergence possibles pour sortir d'une impasse un peu trop facile, voire trop reposante parfois pour les uns et les autres.

De toute façon, la question se posera très rapidement en Suisse, autant à la gauche institutionnelle qu'à l'altermondialisme sauce helvétique. Car ce n'est plus seulement à Porto Alegre que la résistance s'organise. En se déclarant hors de la législation de l'Organisation mondiale du commerce, c'est bien à Genève, Delémont, Romainmôtier-Envy, Cuarnens ou L'Abergement que cette résistance s'organise. *> Suite du dossier en pages 5 à 10*

Point fort

Or de la BNS: rien pour l'AVS!

Page 3

International

8 mois après son arrivée au pouvoir, quel bilan pour Zapatero?

Page 11

National

L'Etat est absent de la politique du logement.

Page 12

A propos du droit de recours des associations

Par Georges Kolb,
délégué de l'ATE Vaud.

L'affaire du stade du Hardturm, à Zurich, a été l'occasion rêvée pour certains de relancer une vieille controverse. Pour rappel, l'ATE avait fait recours au motif que le trafic provoqué par le stade et le centre commercial entraînait des dépassements des limites de pollution de l'air. Quels sont les enjeux du droit de recours?

Toute personne peut faire opposition à un projet mis à l'enquête publique et, le cas échéant, faire recours à une instance supérieure dans la mesure où elle a un intérêt personnel digne de protection. Par ailleurs, la législation confère aux associations de protection de l'environnement le droit de recours dans un cadre restreint.

Les milieux économiques, au motif que les « ayatollahs verts » bloquent des projets économiquement fondamentaux, veulent supprimer ce droit et invoquent l'abus qu'en font les associations. Un professeur de St-Gall a estimé à 35 milliards de francs les pertes subies par l'industrie de la construction ces dix dernières années mais il a été incapable de documenter son affirmation. Par contre, une étude genevoise a montré que si les associations sont responsables de 3% des recours devant le Tribunal fédéral, leur taux de réussite avoisinait 67% et ceci contrairement aux particuliers, dont le taux de réussite des recours est très bas. C'est bien là que le bât blesse: les recours des

associations sont solides parce qu'ils mettent le doigt sur des violations de la loi.

Les enjeux en terme d'environnement, de mobilité et d'aménagement du territoire sont énormes. Le lobby de la construction et celui du tourisme veulent réduire au maximum le pouvoir de l'Etat dans ces domaines. Pour ces milieux, l'environnement et le territoire ne font pas partie du bien commun mais ils doivent faire l'objet d'affaires, sans restriction, tout comme la santé, l'enseignement, l'eau, l'énergie... Le bien commun que défendent les associations de protection de l'environnement, en exigeant simplement le respect de la législation, passe à la trappe. Seuls comptent des intérêts privés : on fera confiance au seul pouvoir exécutif pour défendre le bien commun.

Or, le lieu décisionnel en matière de construction est souvent communal. Dans certains cas, il est directement intéressé aux projets de construction (voir l'affaire Philip Morris à Lausanne). Parfois même, des intérêts personnels sont pris en charge par les municipalités. Il arrive aussi que les municipalités ne soient pas équipées en personnel pour assurer le respect des lois en matière d'aménagement du territoire et d'environnement.

C'est bien à une forme de tyrannie que nous mène la suppression du droit de recours des associations. Faites confiance à l'administration, telle est le message de ceux qui prônent le « moins d'Etat ».

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr. 39.-
Abonnement de soutien: Fr. 100.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Cesla Amarelle (CAm), Arnaud Bouverat (AB), Maurizio Colella (MC), Olivier Longchamp (OL), Yves Loerincik (YL), André Mach (AM), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Yves Steiner (YS), Christian Vullioud (CV), Julien Wicki (JW).

Comité:

Michel Cambrosio, Lara Cataldi, Dan Gallin, Valérie Garbani, Carole-Anne Kast, Lyonel Kaufmann, Kevin Luximon, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys, Claude Vaucher.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vullioud, Le Brassus.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 L'impératif de la solidarité internationale
- 2 A propos du droit de recours des associations
- 3 Le serpent de mer de l'or de la BNS: A qui profitera l'or du peuple?
- 4 Suède: un conflit qui concerne toute l'Europe
- 4 Le travail du dimanche est une question de classe
- 5 à 10 Dossier: L'altermondialisme: la gauche autrement?
- 11 Zapatero: en clair/obscur
- 12 Pénurie de logements: que fait l'Etat?
- 13 Libre-circulation et dumping salarial: le rôle crucial des cantons
- 13 Le grand Monopoly de l'électricité vaudoise
- 14 L'Etat, un mécène comme un autre?
- 15 Page de droite – Humour
- 16 La dernière – Agenda

LE COURRIER ET PAGES DE GAUCHE

Comme beaucoup, notre bon Jean-Rodolphe et son cigare sont en vacances en ce début d'année. Pas de caricature donc, mais, à la place, quelques mots sur le nouvel encartage qui figure dans ce 30^{ème} numéro de *Pages de Gauche*. Après *Global +*, *L'Emilie*, la *Déclaration de Berne* ou l'association *Suisse-Cuba*, la rédaction de *Pages de Gauche* poursuit ce qui est, sous la forme d'un échange de bons procédés, un moyen de relayer d'autres causes, d'autres luttes sociales et politiques. Au tour cette fois-ci du quotidien *Le Courrier*. A une nuance près, puisque cet encartage témoigne, plus que d'un simple échange de bons procédés, d'une collaboration naissante entre nos deux publications.

En effet, depuis octobre dernier, *Le Courrier* accueille un mardi par mois sous sa rubrique *Actuel* une pleine page rédigée par des membres de la rédaction de *Pages de Gauche*. Ainsi, après un article sur la progression des inégalités en Suisse, un deuxième sur la répression d'une militante thaïlandaise et un troisième sur la nouvelle loi sur le marché de l'électricité, la rédaction de *Pages de Gauche* publiera mi-janvier un article sur la démocratie économique dans les colonnes du *Courrier*. Voilà la façon qu'a trouvée notre rédaction de collaborer avec le seul quotidien romand qui pense autrement.

Une collaboration qui signale aussi combien l'existence d'une presse romande alternative relève ces temps-ci d'un chemin de croix. Une existence qui repose avant tout et surtout sur l'acte politique et solidaire de s'y abonner. Autant dans le cas du *Courrier* que de *Pages de Gauche*, nous ne pouvons donc que réitérer cet appel à souscrire ou faire souscrire vos proches à notre mensuel d'opinions socialistes ou au quotidien qui fait dans l'essentiel, mais autrement.

Nos meilleurs vœux pour cette nouvelle saison 2005 qui s'amorce. Solidairement,

La rédaction de Pages de Gauche.

Le serpent de mer de l'or de la BNS: A qui profitera l'or du peuple?

Plus de deux ans après la votation sur l'initiative UDC et le projet du Conseil fédéral, l'affectation des réserves d'or de la BNS n'a pas encore été tranchée, malgré le hold-up du Conseil des Etats.

La Banque nationale suisse (BNS) a accumulé dans ses coffres la quantité faramineuse de 1'300 tonnes d'or, soit près de 21 milliards de francs sur une fortune totale de la BNS estimée à 120 milliards de francs (voir encadré ci-dessous). Aucune autre banque centrale n'a accumulé pareille fortune (pour garantir la stabilité de sa monnaie), et cela en ne redistribuant qu'une part minime de ses bénéfices aux collectivités publiques. Cet or excédentaire de la BNS, qui ne sert absolument à rien à sa politique monétaire, suscite depuis plusieurs années la convoitise de tous les horizons politiques: pour les anciens à travers l'AVS, pour la solidarité à travers une fondation, pour les jeunes à travers la formation ou encore pour réduire la dette des collectivités publiques.

Outre les 1'300 tonnes d'or excédentaire, la question de l'attribution des bénéfices annuels de la BNS (actuellement versés aux cantons et à la Confédération) se pose aussi suite à l'aboutissement de l'initiative de gauche sur les bénéfices de la BNS.

PETITS RAPPELS CHRONOLOGIQUES

En septembre 2002, le peuple suisse avait refusé l'initiative de l'UDC (demandant le versement de tout l'or pour l'AVS) et le projet de Conseil fédéral (prévoyant de partager cette somme entre l'AVS, les cantons et une Fondation «Suisse solidaire»). Suite à ce vote populaire, le Conseil fédéral déposait un nouveau projet en août 2003, qui concernait à la

fois l'or excédentaire (qui devrait être versé pour un tiers à la Confédération et deux tiers aux cantons) et le refus de l'initiative du comité de gauche «pour la sécurité de l'AVS» sur les bénéfices annuels de la BNS.

Durant l'été 2004, le Conseil national s'était opposé à la solution du Conseil fédéral et s'est prononcé pour le versement de l'or excédentaire pour un tiers pour les cantons et deux tiers pour l'AVS et avait adopté un contre-projet à l'initiative de gauche prévoyant le versement de 50% des bénéfices annuels de la BNS pour les cantons et 50% pour l'AVS. Le refus d'entrer en matière du Conseil des Etats est venu tout bouleverser...

LE HOLD-UP DU CONSEIL DES ETATS

Lors de la session parlementaire de décembre dernier, le Conseil des Etats, sous l'impulsion des radicaux et des démocrates-chrétiens, a refusé pour la deuxième fois d'entrer en matière sur le projet du Conseil fédéral de 2003. Un deuxième refus d'entrée en matière d'une des deux Chambres implique, en vertu de la loi sur les Chambres fédérales, l'abandon du projet du gouvernement; dans le cas de l'or excédentaire de la BNS, cela revenait à imposer l'application de la législation existante (art. 99 de la Constitution et loi sur la BNS), qui prévoit le versement de deux tiers de l'or aux cantons et un tiers à la Confédération. Exit toutes les propositions visant à affecter l'or excédentaire à l'AVS ou à la formation.

Cette décision soutenue par le PRD et le PDC, majoritaires au Conseil des Etats, a pour but principal d'affecter cette manne exceptionnelle de la Banque nationale à deux tâches possibles: réduire la dette des collectivités publiques, et, surtout, de diminuer les impôts directs dans de nombreux cantons peu endettés, ce qui bénéficierait principalement aux milieux les plus aisés.

Une telle décision va également à l'encontre de l'engagement du Conseil fédéral, qui avait affirmé, suite à la votation populaire de septembre 2002, que l'affectation de l'or excédentaire nécessitait une nouvelle base légale et que la base existante n'était pas suffisante.

Suite au vote du Conseil des Etats, le Conseil fédéral a finalement décidé à la veille de Noël de ne pas trancher encore définitivement la question et d'attendre pour savoir si une nouvelle base légale était nécessaire pour la distribution de l'or excédentaire.

L'INITIATIVE DE LA GAUCHE SUR LES BÉNÉFICES ANNUELS DE LA BNS

Parallèlement aux débats sur l'affectation des 1'300 tonnes d'or, un comité de gauche, soutenu par le

PSS et l'USS, a lancé en 2002 une initiative populaire «Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS» qui porte, quant à elle, sur l'affectation des bénéfices annuels de la BNS, qui sont pour l'instant destinés à la Confédération (un tiers) et aux cantons (deux tiers). Contrairement à l'or excédentaire qui fera l'objet d'un versement unique, les bénéfices annuels de la BNS sont versés régulièrement chaque année. Avec l'initiative, ceux-ci devraient être affectés à l'AVS, «sauf une part annuelle d'un milliard de francs qui est versée aux cantons». Un milliard représente approximativement un tiers des bénéfices annuels de la BNS au cours des dernières années (voir encadré). Donc, les cantons bénéficieront aussi des bénéfices annuels de la BNS. Si tout va bien, le peuple suisse devrait se prononcer sur l'initiative du PSS en septembre 2005.

Cette solution aurait l'avantage de garantir le financement de l'AVS pour plus d'une dizaine d'années, plutôt que d'élever la TVA, ce qui correspondrait à une solution plus sociale que de verser les bénéfices à la Confédération et aux cantons.

André Mach

LA SAISON EST TERMINÉE POUR CUCHE, BLESSÉ À L'ENTRAÎNEMENT

LE SCIEURIMPETIF!
L'UN ET L'AUTRE AT CONTINENT
LEUR TOURNEE.



L'OR ET LA BNS EN CHIFFRES

Fortune actuelle de la BNS	120 milliards
Or excédentaire à distribuer	Dont 21 Milliards (1'300 tonnes d'or)
Bénéfices annuels, sans distribution de l'or excédentaire	3 milliards
Bénéfices annuels, si or excédentaire distribué	2,5 milliards
Initiative de la gauche sur les bénéfices annuels	
Montant annuel versé à l'AVS	1,5-2 milliards
Montant versé aux cantons	1 milliard

Suède: un conflit qui concerne toute l'Europe

L'issue du conflit qui oppose des syndicats suédois à une entreprise lettone pourrait avoir des conséquences majeures pour l'avenir du marché du travail européen.

par Dan Gallin

En novembre, le syndicat suédois du bâtiment a déclaré le blocus contre une entreprise lettone, *Laval un Partneri* (L&P), que les autorités municipales de Vaxholm, petite ville au nord de Stockholm, avaient engagé pour transformer un bâtiment militaire en une école. Le syndicat des électriciens, par solidarité avec celui du bâtiment, a également arrêté le travail sur ce chantier.

L&P avait fait venir quinze de ses employés de Lettonie et les faisait travailler avec des salaires lettons (2'400 francs par mois) alors que le salaire de la convention du bâtiment suédoise prévu pour le même travail est de 3'800 francs par mois. L&P, dont les employés sont membres du syndicat letton du bâtiment et qui a signé une convention collective en Lettonie, estime qu'elle est en droit de payer ses employés selon cette convention; le

syndicat suédois considère que tout travail effectué en Suède doit être payé selon la convention collective suédoise et exige que L&P la signe, comme toutes les entreprises du bâtiment travaillant en Suède.

LES FRONTS EN PRÉSENCE

La centrale syndicale suédoise (LO) soutient le syndicat du bâtiment. Contrairement à d'autres pays, la Suède n'a pas de salaire minimum légal et les conventions collectives de travail (CCT) n'ont pas force de loi. Elles ne peuvent être défendues que par l'action syndicale.

La centrale syndicale lettone (LBAS) est déçue du syndicat suédois du bâtiment. Sa vice-présidente, Livija Marcinkevica, ne voit pas pourquoi la CCT lettone ne devrait pas s'appliquer aux employés de L&P puisque leur contrat de travail est en Lettonie. Elle est surtout fâchée par l'action unilatérale du syndicat sué-

dois: «S'ils avaient pris contact avec nous avant de se lancer dans leur action, la situation aurait pu évoluer de façon moins dramatique. Nous ne savions rien sur les intentions du syndicat suédois avant de l'apprendre par les journaux.»

Le gouvernement suédois soutient le syndicat suédois en faisant valoir que la Suède n'a pas adopté des mesures transitoires mais a ouvert son marché du travail avec effet immédiat aux ressortissants des nouveaux Etats membres de l'UE; par contre, selon la législation suédoise, les entreprises travaillant en Suède peuvent être obligées à respecter les CCT suédoises. Ce droit national, selon le gouvernement suédois, ne peut être mis en cause par l'Union Européenne (UE).

Le gouvernement letton, par contre, considère comme inacceptable que des entreprises lettones soient discriminées en Suède: le ministre des affaires étrangères a

déclaré: «Nous ne pouvons permettre que l'UE devienne une farce, et que nous ne puissions pas profiter des possibilités promises». Il a protesté auprès du gouvernement suédois et menace de saisir la Commission européenne et la Cour européenne de justice du conflit. Le ministre pose en outre la question de savoir pourquoi les salaires des employés suédois travaillant en Lettonie sont beaucoup plus élevés que ceux de leurs collègues lettons: «ces salaires ne devraient-ils pas aussi être ajustés?»

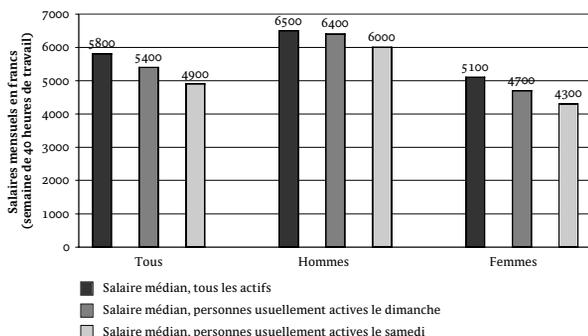
LES AUTORITÉS EUROPÉENNES TRANCHERONT?

L'UE et la Cour européenne auront donc à peser deux principes: celui de la libre circulation et celui de la protection contre le dumping salarial. Si la libre circulation est considérée comme un principe important, il existe également des directives et des précédents juridiques qui soutiennent le principe que les conditions du pays dans lequel le travail est effectué doivent prévaloir. C'est surtout dans la perspective d'une prochaine directive de l'UE sur les services dans le marché intérieur que les syndicats suédois entendent défendre et consolider le principe que seules les CCT suédoises sont valables en Suède. L'enjeu du conflit avec L&P est donc considérable, et aura des répercussions dans toute l'Europe.

Le travail du dimanche est une question de classe

Une comparaison des salaires le prouve: celui qui fait ses courses le dimanche le fait sur le dos de ceux qui gagnent peu.

SALAIRES MENSUELS SELON LE TYPE D'HORAIRE DE TRAVAIL



Ceux qui travaillent usuellement en fin de semaine gagnent sérieusement moins que le reste des travailleurs et des travailleuses. Et ce malgré les suppléments salariaux. C'est que, à l'exception des transports publics et de la santé, le travail du week-end est d'abord le fait de salarié-e-s employé-e-s dans des secteurs où les salaires sont traditionnellement bas, comme l'hôtellerie et le commerce de détail. Et même dans le secteur de la santé ou dans celui du commerce de détail, celles et ceux qui sont actifs et actives le

week-end gagnent moins que leurs collègues qui travaillent la semaine. Les femmes en particulier obtiennent de très maigres salaires pour le travail du dimanche.

SUR LE DOS DES PLUS FAIBLES

Exigée par de fringants avocats et de brillants conseillers d'entreprise aux chambres, l'extension des horaires de travail dans les secteurs de la vente et des services récemment consentie par le Parlement est donc une fois de plus une mesure qui retombera d'abord sur le dos des plus faibles. Un référendum contre cette révision de la Loi sur le travail a été lancé par l'USS. S'il échoue, la voie sera ouverte à une remise en cause générale du principe des jours fériés.

Daniel Oesch

(Adaptation: Olivier Longchamp)

Source: work, 10.12.2004, p. 4

DOSSIER : L'ALTERMONDIALISME : LA GAUCHE AUTREMENT ?

Le face à face de la gauche institutionnelle et de l'altermondialisme

Maire de Londres, le travailliste Ken Livingstone était bien content d'accueillir en octobre dernier le Forum social européen (FSE). Avec un FSE branché sur le retrait des troupes américaines et britanniques d'Irak, l'anti-guerre Ken le Rouge s'amusa de voir 20'000 personnes faire la nique à celui qui avait tout fait pour l'empêcher d'accéder à la mairie de la City, son très guerrier camarade de parti Tony Blair. Cela dit, l'hospitalité de Ken Livingstone avait aussi ses limites. Les participants au FSE étaient ainsi conviés à parler d'un autre monde en zone 3 du métro, à 45 minutes du centre. Sur place, les membres du parti travailliste se faisaient eux plutôt discrets.

L'épisode a valeur de symbole et illustre les rapports ambigus entre la gauche institutionnelle, partis sociaux-démocrates en tête, et les mouvements sociaux et les organisations se réclamant de l'altermondialisme. Souvent prête à s'afficher pour la forme, cette gauche-là est déjà moins disposée à participer au fond, ce qui parfois conduirait à un sévère examen de conscience. D'où une sorte d'altermondialisme de circonstance, voire d'apparat.

Certes, il y a au sein de cette gauche ce sentiment d'appréhension ou cette frousse de la

confrontation avec des organisations autrement plus radicales et refusant toute compromission avec le pouvoir politique. Le combat anti-capitaliste passe, il est vrai, toujours et encore assez mal dans les centrales sociales-démocrates d'Europe et d'ailleurs. Mais il y a plus que cela. Il y a tout ce foisonnement de discussions et d'idées parfois à mille lieux des préoccupations concrètes des élus de la gauche institutionnelle. Ainsi le malentendu s'installe: d'un côté, ces altermondialistes discutent de savoir si la pauvreté engendre la violence à moins que ce ne soit l'inverse; de l'autre côté, ces élus aimeraient bien savoir si, dans ce hangar bruyant, quelqu'un aurait une proposition à livrer clés en main sur l'utilisation, ou non, des cellules souches.

La gauche institutionnelle, dans ces réunions altermondialistes, a parfois de la peine à sortir de son agenda propre et à entendre d'autres combats, d'autres discussions que celles issues du jeu politique dans lequel elle est engluée. Les hérauts de l'altermondialisme ne lui facilitent pas la tâche d'ailleurs. Vouloir et penser un autre monde, même un groupe de rock français l'a chanté dans les années quatre-vingt. Imaginer comment faire et savoir stratégique-

Davos: capitale des sports d'hiver.



ment – avant de rêver béatement à la lutte armée - sur quels relais institutionnels nationaux s'appuyer devrait aussi être un débat de l'altermondialisme.

Tôt ou tard, la question finira par être incontournable pour la gauche institutionnelle et le mouvement altermondialiste. En Suisse aussi. Aujourd'hui, et grâce à des élus locaux appuyés par la Communauté de travail des œuvres d'entraide (CT) et, dès ce mois, par ATTAC Suisse, des communes de ce pays se déclarent hors du champ d'application de la législation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour échapper à la menace d'une privatisation des services publics. Pour donner une amplitude plus large à ce mouve-

ment, ATTAC Suisse devra aussi construire une résistance à l'OMC avec les forces politiques jouant au niveau national. De même, la plus grande force de la gauche institutionnelle, le Parti Socialiste Suisse (PSS), devra s'impliquer dans le chapitre suisse de l'altermondialisme, le Forum Social Suisse en juin prochain à Fribourg. On y parlera de mille et une choses, dont un bon paquet en lien avec la très concrète réalité suisse avec laquelle les élus du PSS frayent. Une question de cohérence pour le PSS et ses membres, au moment où le parti à la rose envoie fin janvier quatre de ses élus nationaux au Forum social mondial de Porto Alegre.

Yves Steiner

Réfléchir à un autre forum mondial

Du Sud, réflexions critiques sur les forums sociaux.

6

Force et fragmentation du combat altermondialiste

Vers un éclatement des relais de l'altermondialisme?

7

Mouvement syndical et altermondialisme

Entre rivalité et alliance.

8

Débat: Gauche et altermondialisme

I
Le point de vue des ONG et du Forum Social Suisse.

9

Débat: Gauche et altermondialisme

II
L'opinion d'ATTAC et du Parti Socialiste Suisse.

10

DOSSIER : L'ALTERMONDIALISME : LA GAUCHE AUTREMENT ?

Réfléchir à un autre Forum Social Mondial

Les médias veulent croire que les forums sociaux s'essoufflent, alors qu'une réflexion critique a lieu sur leur fonctionnement et leur rapport au politique. La société civile du Sud n'est pas absente de cette réflexion. Au contraire.

Derrière les belles images de fêtes du dernier Forum Social Mondial (FSM) de Bombay en janvier 2004, se posent désormais des questions quant à la nature même de ces forums sociaux. Est-ce que ce lieu qui est devenu par la force des choses l'un des plus importants centres de rassemblement des luttes globales doit continuer à être un festival annuel de séminaires et d'ateliers, ou devrait-il avoir un rôle politique plus affirmé? Ou faut-il simplement améliorer ce processus, et non cette institution, qu'est le FSM?

DE QUELQUES ACQUIS

Le FSM est assurément devenu le contre-pied du Forum de Davos. Sa croissance phénoménale ces quatre dernières années témoigne de ce succès. Le FSM parle à beaucoup de gens sur beaucoup de choses. Et malgré les différences de perception que l'on peut en avoir une fois au FSM, toutes sont liées par un fil commun, la Charte du FSM, dont le noyau est l'opposition au néolibéralisme et à la globalisation néolibérale. Une Charte qui précise que le FSM n'est pas le seul espace de convergence et que ceux et celles qui y participent acceptent qu'il existe

une multitude d'autres terrains de luttes globales.

Lorsque cela marche, le FSM remplit alors son rôle de catalyseur, de facilitateur, de ressource pour des mouvements sociaux. Voilà la valeur si particulière du FSM: offrir un espace à ceux et celles qui partagent la conviction «*qu'un autre monde est possible*» et ainsi surmonter leurs différences géographiques, culturelles et politiques pour développer de nouveaux plans, actions et organisations.

CONTROVERSES ET RÉPONSES

Mais il y a le revers de la médaille. Le FSM a été plus loin que son but initial, celui d'une contre-image au Forum de Davos. Aujourd'hui, les questions qui le traversent sont lourdes, elles mettent en cause sa nature même. L'historien américain d'inspiration marxiste Immanuel Wallerstein en a relevé trois.

La première a trait à la question de savoir si le FSM doit devenir un «mouvement des mouvements». A l'inverse, beaucoup restent attachés à la tradition d'un FSM ouvert et qui ne prend pas position. En face, on leur répond que l'espace politique ne peut pas être

inerte. Il y a des questions sur lesquelles il existe un consensus large et le FSM devrait prendre position. C'est ainsi toute la question du futur du FSM qui est posée. Doit-il rester cet espace ouvert de rencontre et de discussion ou doit-il fournir une direction pro-active pour guider les mouvements sociaux autour du globe? Et qui devra décider de cette direction? Des interrogations qui restent encore sans réponses, même après le FSM de Bombay.

La seconde controverse tient à la représentativité de la participation au FSM. Le déménagement du FSM de Porto Alegre à Bombay en janvier 2004 reflétait la préoccupation des organisateurs du FSM de renforcer la participation de l'Asie au Forum. Mais l'Asie centrale, l'Afrique et l'Europe centrale sont restées à nouveau sous-représentées lors des débats. La réponse à ce déficit de participation est donc évidente: faire tourner le FSM autour du monde.

Enfin, troisième zone d'ombre: la question, loin d'être résolue et très émotionnelle elle aussi, du financement du FSM. A Bombay, le Comité d'organisation indien a refusé des fonds venant de

donneurs qui avaient soutenu les éditions précédentes du FSM, tel des partis politiques ou des syndicats. Le budget du FSM 2004 ne représentait ainsi que la moitié de celui du FSM 2003. Le FSM ne peut et ne doit pas accepter des fonds provenant d'institutions qui sont de nature problématique. Compte tenu des limites objectives des groupes de la société civile et des mouvements sociaux pour rechercher des fonds, trouver un chemin à travers ce champ de mines politique qu'est le financement du FSM est d'autant plus difficile que les perceptions diffèrent considérablement en raison de la diversité des réalités historiques, politiques et culturelles.

ET LE SUD?

Sur tous ces enjeux, le Sud doit inventer ses propres alternatives et pour cela, la participation d'organisations asiatiques, africaines et d'Europe centrale doit être renforcée. A Bombay, un participant du Tamil Nadu s'est levé pour demander: «*Vous répétez sans cesse qu'un autre monde est possible. Mais quel monde voulez-vous ?*» Avec la forte participation des communautés et mouvements sociaux de base au FSM 2004, un nouveau vent s'est levé. Il suggère que l'alternative à l'oppression et à la globalisation des firmes est l'occupation de l'espace public par les communautés marginalisées. Ce mouvement ne vise pas tant à créer un nouveau monde idéal, mais plutôt à transformer radicalement le monde existant. Un «autre monde» qui réside dans les nouvelles pratiques et relations que ces communautés sont en train d'établir.

Anoop Sukumaran
Focus on the Global South,
Bangkok
(Adaptation: Yves Steiner)

«PORTO ALEGRE IV»: QUELS DÉBATS? QUELLE PERSPECTIVE?

Problèmes éthiques, droits humains, économies solidaires, indépendance des médias, défense de la Terre et des peuples, luttes sociales contre la domination néolibérale, art populaire, pluralisme identitaire, pacifisme, socialisation des savoirs et démocratisation internationale... Onze thématiques complétées par cinq axes transversaux : dimension politique des luttes, lutte contre le capitalisme patriarcal, lutte contre le racisme, genre et diversité. Voici l'ambitieux menu du cinquième FSM. Comme ses prédécesseurs, il réussit à réunir les principaux chevaux de bataille de l'ensemble des organisations altermondialistes. Devant leur hétérogénéité, le tour de force est à remarquer. Pour cette édition, le programme a été affiné par une consultation des participants qui ont pu annoncer, à travers un questionnaire en ligne, ce qu'ils aimeraient voir aborder. Une fois leurs souhaits pris en compte, ils étaient mis en contact selon leurs centres d'intérêt à travers un nouveau système d'enregistrement. Quel peut-être l'avenir d'un tel calendrier? Le FSM rappelle, sur son site, qu'il ne lui appartient pas «d'impulser des campagnes ou des actions, ni d'émettre des déclarations ou documents finaux dans ses manifestations». Par contre, il reste la plus grande, et sans doute la plus efficace, plate-forme de rencontres et de débats dont s'est doté l'altermondialisme. Cette année encore, il semble prêt à jouer ce rôle à la perfection. JW

DOSSIER : L'ALTERMONDIALISME : LA GAUCHE AUTREMENT ?

Force et fragmentation du combat altermondialiste

Hors de portée de la gauche institutionnelle, les combats de l'altermondialisme ont été propagés au plan national par des mouvements et des ONG qui, dans les messes altermondialistes, restent malgré tout collés à leur agenda propre.

S'agissant de la critique de la mondialisation et de son impact, des mouvements politiques minorisés au plan institutionnel ou refusant le jeu des institutions politiques, ainsi que des organisations non gouvernementales (ONG), se sont engouffrés depuis quelques années dans le vide laissé par les partis de la gauche institutionnelle dont la composante internationaliste a bientôt totalement disparu.

DE LOURDS SILENCES

Dans les forums sociaux, ces mouvements et ces ONG participent à une vaste foire aux idées pour ensuite se faire les relais de certains de ces thèmes au niveau national. Peu prompt à s'investir doctrinalement, la gauche institutionnelle est désormais dépassée par ces courtiers de l'altermondialisme, fortement médiatisés, et se réclamant d'une mobilisation à l'échelle planétaire. Bref, cette gauche ne voit plus ce qui parfois pourrait politiquement et socialement faire très mal. Comme en Suisse.

Le cas de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), ce bélier de la libéralisation des services publics, est révélateur. Négocié en catimini à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'offre de libéralisation du Conseil fédéral d'avril 2003 avait transité par des élus de gauche au plan cantonal et à la Commission de politique extérieure du Conseil national. Mais rien n'a filtré. C'est avec la mobilisation d'ATTAC et d'ONG nationales que l'opacité entourant la rédaction de l'offre AGCS suisse a été dénoncée. Une mobilisation qui a pu un peu compter sur quelques rares élus de la gauche institutionnelle pour contester les visées du

Conseil fédéral au Parlement à Berne ou dans les législatifs cantonaux. Ce qui ne dédouane pas pourtant les élus de cette gauche au sein de l'exécutif fédéral et dans certains gouvernements cantonaux...

A CHACUN SON (PETIT) AGENDA

Bien sûr, les mouvements et les ONG qui se rendent dans les forums sociaux ni vont pas avec la seule volonté de porter au plan national tous les combats d'une mobilisation mondialisée. C'est à travers le filtre de leurs intérêts que ces acteurs opèrent. Radicales ou réformistes à l'égard de la mondialisation, ces organisations se concentrent d'abord sur des débats dont l'impact aura un sens pour leur action propre dans leur pays d'origine. Une ONG défendant les

Tsunami, guerres... Un autre monde est possible... À Lausanne!



droits humains prendra difficilement la peine de participer à un atelier sur la Directive Bolkestein, sorte d'AGCS à l'européenne. De même, il est rare de voir un quartier de syndicalistes à un séminaire sur la peine de mort. Conséquence: la diversité des luttes érigée en vertu des forums sociaux risque de tourner à l'étanchéité des contestations, sans front commun minimal possible.

Que la diversité des thèmes et des opinions exprimées dans ces forums soit une force de la

contestation altermondialiste est incontestable, mais reste la question du rapport de forces entre organisations participantes. Avec la starification de certains altermondialistes dans des mouvements tel ATTAC, ou la puissance médiatique et financière d'ONG comme *Amnesty International* ou *OXFAM*, les membres d'ONG et de mouvements plus modestes, notamment du Sud, risquent de cogiter amèrement sur le rêve d'un autre monde.

Yves Steiner

DIVERSITÉ ORGANISATIONNELLE DE L'ALTERMONDIALISME

L'idéologie néo-libérale règne en seigneur sur les principales forces économiques et politiques de la planète. La création d'une idéologie, l'altermondialisme, suffisamment riche pour s'opposer à la pensée dominante, s'est faite au prix d'une hétérogénéité inévitable. En l'absence de tout autre contre-pouvoir global, le mouvement fut rejoint peu à peu par toutes les organisations qui, chacune à leur manière, tentaient de combattre les déviances d'un capitalisme sauvage. Cette hétérogénéité rend l'altermondialisme difficilement identifiable: quelles en sont les principales forces? Les organisations les plus médiatisées sont rarement celles qui possèdent la plus forte représentativité sociale ou les moyens de lutte les plus importants. Deux exemples, parmi d'autres, peuvent nous en convaincre.

ATTAC est dotée d'une notoriété certaine et possède des sections sur trois des cinq continents. Pourtant elle ne compte que 30'000 adhérents environ et constitue un réseau de réflexion plus que d'action. Par contre, *Via Campesina*, «l'internationale paysanne», veille à travers ses associations membres à la défense de 50 millions d'agriculteurs dans plus de trente-sept pays. Elle reste pourtant très méconnue et ce malgré un réel besoin de soutien devant l'âpreté de ses luttes qui se traduit par l'emprisonnement de certains de ses militants.

Composé d'organisations aux domaines d'activité et aux moyens de lutte très variés, l'altermondialisme est-il donc une vaste nébuleuse incompréhensible? Sans doute, mais pourquoi cela ne pourrait-il pas être sa force? En tout cas, cela montre que la contestation face à l'ordre capitaliste a gagné tous les aspects de nos sociétés. Et les appareils de réflexion dont s'est doté le mouvement lui permettent de garder une certaine cohérence de pensée. Reste à savoir de quel moyen d'action il se pourvoira.

JW

Liens vers les principales organisations et vers une bibliographie sur le mouvement : http://www.lignes-de-reperes.com/dossier_thematik/dossiers_thematiques_Alter.htm

DOSSIER : L'ALTERMONDIALISME : LA GAUCHE AUTREMENT ?

Mouvement syndical et altermondialisme

Les relations du mouvement syndical avec les nouveaux mouvements sociaux altermondialistes varient selon les pays et, sur le plan international, selon différentes organisations. Ils peuvent être alliés, mais aussi rivaux.

Par Dan Gallin.

Si ces relations ne sont pas simples, c'est qu'il y a au départ une méfiance réciproque entre le mouvement syndical et les organisations non-gouvernementales (ONG) qui sont à l'origine des nouveaux mouvements sociaux.

Les ONG occupent un espace politique de plus en plus important : elles comblent en fait le vide créé par le ralliement de la social-démocratie (dans sa majorité) au projet néo-libéral, et par l'effondrement du mouvement communiste. Elles sont focalisées sur des causes spécifiques (féminisme, écologie, droits humains, droits des peuples, etc.) et critiquent le mouvement syndical, souvent à juste titre, pour ne pas être suffisamment engagé dans les causes des ONG, qui devraient aussi être celles du syndicalisme. Les ONG perçoivent le syndicalisme comme bureaucratisé, passif, gestionnaire plutôt que contestataire.

REPRÉSENTATIVITÉ EN CAUSE

Le mouvement syndical, fort de son histoire et de ses luttes, pense qu'il est la principale force

progressiste dans la société et considère qu'il devrait être reconnu comme tel. Il conteste la représentativité des ONG: «qui représentez-vous au juste? qui vous a élu?». Ce sont des questions auxquelles de nombreuses ONG ne peuvent répondre, défenseurs auto-désignés de leur cause, ne devant rendre des comptes à personne, sauf aux donateurs qui les financent.

Néanmoins, des alliances commencent à prendre forme. Dans le monde des ONG, multiforme et complexe, certaines ont fait la preuve de leur représentativité, de leur sérieux et d'une constance politique que les syndicats doivent reconnaître. Comme ils sont bien obligés de reconnaître la capacité de mobilisation des nouveaux mouvements sociaux, qui dépasse de loin celle des syndicats.

DES ALLIANCES CONCRÈTES

Le monde syndical est, lui aussi, complexe, et en constante évolution. En Europe et au Japon, l'idéologie du «partenariat social», héritée de l'après-guerre, pèse encore lourdement sur sa capacité de lutte. Cependant, il faut être deux pour être «partenaires»:

devant l'arrogance de plus en plus provocatrice du patronat et de la droite politique, les impératifs de la résistance s'affirment, et incitent à chercher des alternatives. Les syndicats, presque entièrement absents (hormis les Brésiliens) du premier Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2001, sont de plus en plus nombreux à y participer, surtout d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine. Les syndicats indiens, très présents à Bombay l'année dernière, le seront peut-être de nouveau à Porto Alegre cette année.

Sur le plan international, certaines fédérations syndicales internationales ont formé des alliances avec des ONG sur des questions ponctuelles. Ainsi, la FIT-THC (textile, habillement, cuir) fait partie de la coalition internationale qui mène la campagne «vêtements propres» pour lutter contre l'exploitation des travailleurs (pour la plupart des travailleuses) et contre le travail des enfants dans l'industrie de l'habillement. La FITBB (bois et bâtiment) travaille avec le WWF (World Wide Fund for Nature) pour protéger les forêts; l'ITF (transports) et la FIOM (métaux) travaillent avec Greenpeace pour la décontamination des navires envoyés à la casse en Asie; l'UITA

(alimentation et agriculture) s'est allié avec différentes ONG pour faire pression sur les sociétés bananières (European Banana Action Network), pour lutter contre l'abus des pesticides (Pesticide Action Network) et pour défendre l'accès des paysans aux semences non contrôlées par les sociétés transnationales (BioMater) et contre les OGM.

ENSEMBLE POUR LE SERVICE PUBLIC

L'Internationale des Services Publics (ISP) lutte avec le mouvement altermondialiste contre la privatisation des services essentiels à la population. Plusieurs fédérations syndicales, nationales et internationales, ont mené des actions communes avec notamment Amnesty International contre la répression des Etats et pour défendre les droits démocratiques. Dans le domaine de la formation, la Fédération internationale des associations d'éducation des travailleurs (FIAET), elle-même issue du mouvement ouvrier, donne de plus en plus la priorité à la formation idéologique et politique des syndicalistes, et commence à réparer les dégâts de la dépolitisation de l'après-guerre.

Le mouvement syndical, toujours lent à se mouvoir, s'ouvre néanmoins aux mouvements citoyens. Dans tous les pays où ses alliés politiques historiques, les partis socialistes, sont en train de le lâcher, il est obligé de réinventer une politique et une culture de résistance, et se retrouve ainsi avec des nouveaux alliés, les nouveaux mouvements sociaux. Ce qui prend forme, c'est un mouvement mondial pour la justice globale, dont la gauche socialiste doit évidemment faire partie.

LE SOLIFONDS

La Suisse connaît un exemple particulièrement réussi de coalition entre le mouvement syndical et les mouvements politiques et sociaux : c'est le Solifonds, dont le but est de soutenir les luttes de libération sociale dans le tiers monde et dans les pays en transition (ex-communistes), ainsi que la lutte dans le monde entier pour la reconnaissance et le respect des droits humains, notamment des droits politiques et syndicaux fondamentaux, et enfin de diffuser des informations sur ces luttes en Suisse. Y participent l'USS, le PSS, les Verts, l'OSEO et dix ONG oeuvrant dans le domaine du développement, dont la Déclaration de Berne et Terre des Hommes Suisse.

Coordonnées: mail@solifonds.ch, www.solifonds.ch, CCP 80-78761-7.

EN BREF

Féculents festifs et manque de Pô

La couleur du riz n'est pas que blanche. D'autres apprennent, durant les fêtes de fin d'année par exemple, qu'elle peut aussi être noire. Le riz noir, ou *riz venere*, pour un féculent qui a une histoire, celle d'un riz jadis interdit puisque réservé aux seuls Empereurs de Chine. Rien de moins. Cultivé aujourd'hui dans les plaines du Pô en Italie, celui-ci s'achète dans bien peu de magasins, tous heureusement prestigieux et chers, dont *Globus*. La raison? Elle est sur le ticket de caisse où l'on y lit: «*Denrées Coloniales*». Bon appétit. YS

DOSSIER : L'ALTERMONDIALISME : LA GAUCHE AUTREMENT ?

Altermondialisme et gauche politique en face-à-face: quels points communs? quelles divergences?

Depuis son émergence à la fin des années 1990, le mouvement altermondialiste insiste sur son autonomie face à une gauche politique active sur le plan institutionnel. Or, la coopération entre ces deux acteurs apparaît aujourd'hui comme une nécessité. La parole à quatre voix associatives, mouvementistes et socialistes pour s'exprimer sur les difficultés et perspectives du rapport entre la «veille gauche» et les «nouveaux mouvements sociaux».

POIDS RÉEL ET SYMBOLIQUE DES ONG

*Par Chantal Peyer,
Pain pour le pochain.*

Faut-il réduire l'altermondialisme à un mouvement politique consensuel élaborant des positions, propositions et stratégies communes? Faut-il avoir un «comité directeur» de l'altermondialisme? Posée par ATTAC et d'autres organisations occidentales, cette question a été au cœur des débats du dernier Forum Social Mondial (FSM) de Bombay en janvier 2004. Elle reflète la volonté de certains acteurs de transformer les analyses et propositions en stratégies, actions et résultats politiques. La question est cependant mal posée. Le FSM est un

processus, plutôt qu'une institution. Il est un espace ouvert de rencontre et de discussion, constitué d'une myriade d'associations et d'engagements militants, de thématiques et de visions politiques. Sa marque réside dans sa multiplicité: en soi, l'altermondialisme n'existe pas. Il y a des altermondialismes, des autres mondes possibles. Et vouloir imposer une unité à cette diversité risque de déboucher au mieux sur un consensus politique mou, au pire sur un éclatement des forums sociaux.

La question de l'action politique, pour les mouvements altermondialistes trouvera peut-être une réponse dans leur capacité à construire des alliances nationales. Mais pour que cela soit possible, une remise en question est cruciale au niveau des partis politiques tradi-

tionnels, particulièrement de gauche.

En effet, aujourd'hui l'espace dont disposent les gouvernements nationaux pour fixer leur politique est de plus en plus déterminée à l'échelle supranationale. Pourtant les partis de gauche peinent à avoir un intérêt et un discours articulé sur des accords bilatéraux ou multilatéraux – autres que ceux liés à l'Union européenne – qui façonnent aujourd'hui la Suisse de demain. D'où, de la part de ces partis, une certaine indifférence aux propositions et analyses effectuées par les mouvements sociaux sur la globalisation ou sur les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'accord général sur le commerce des services (AGCS) actuellement négocié à l'OMC est un exemple de leur

manque d'intérêt et de vision.

Autre souci. Au sein des organisations internationales, les positions défendues par la Suisse sont élaborées, le plus souvent, en toute opacité, sans réel débat démocratique. Lors des consultations, les partis politiques sont souvent absents. Une absence que les organisations non gouvernementales (ONG) tentent de combler. Mais face à des acteurs comme *Economiesuisse* ou le Secrétariat d'Etat à l'économie, les ONG n'ont qu'un poids symbolique. La pression de l'opinion publique et une meilleure collaboration avec les partis politiques de gauche permettraient d'améliorer ce rapport de force et contribueraient à établir un minimum de transparence et de débat dans l'élaboration de ces politiques.

FSS: OÙ EST LA GAUCHE PARLEMENTAIRE?

*Par Sergio Ferrari,
membre du comité du FSS.*

A quelques mois de la deuxième édition du Forum social suisse (FSS), du 3 au 5 juin 2005, la réflexion sur la participation des partis politiques gagne, à nouveau, en actualité. Depuis ses débuts, le FSS a décidé d'accueillir les partis intéressés sous condition d'adhésion à la Charte constitutive du Forum. Autre condition: l'acceptation du concept fondateur du FSS, à savoir que ce dernier se veut un espace de réflexion et d'échange des mouvements sociaux et de la société civile.

Jusqu'à aujourd'hui, huit

organisations politiques issues de la gauche helvétique ont adhéré au FSS, sous le même statut que 70 autres organisations syndicales, sociales, religieuses, féministes et non gouvernementales (ONG). Il s'agit de la section vaudoise du Parti socialiste suisse (PSV), de la Jeunesse socialiste, des Verts suisses, du Parti suisse du Travail (PST), de Solidarités Neuchâtel et Genève, Alternative socialiste (SOAL), du Mouvement pour le socialisme (MPS) et du Collectif pour une alliance socialiste (CAS).

L'expérience des deux dernières années – de l'assemblée constitutive du FSS en décembre 2002 jusqu'à ce jour, en passant par la première édition «fribourgeoise», en septembre 2003 – démontre que la décision d'intégration initiale a

été appropriée. Pendant les 24 derniers mois, aucun conflit n'a éclaté entre le FSS et les forces politiques participantes. Cependant, au-delà de ce constat, le Forum n'a pas pu compter sur l'appui significatif des partis parlementaires progressistes au niveau de sa construction et de son renforcement.

Ainsi, alors que des parlementaires socialistes actifs sur le plan national ont fait partie d'une des délégations aux FSM de Porto Alegre et de Bombay, le Parti socialiste ne s'est jamais prononcé ou n'a mené aucun débat national sur une participation plus active de son organisation au sein du FSS. Les Verts ont officiellement et, selon le moment, plus ou moins activement accompagné la dynamique du FSS.

Enfin, en ce qui concerne le PST, force est de constater que sa participation a été, jusqu'à présent, seulement symbolique.

A la lumière de ces constats, une interrogation cruciale s'impose: est-ce que le FSS est un espace intéressant pour les structures politiques parlementaires? Ou mieux encore: existe-t-il un espace réel pour ces forces dans la dynamique «foriste» suisse? Derrière le FSS s'ouvre le défi du renforcement d'un réel espace altermondialiste, auto-convoqué, auto-géré et sans velléités hégémoniques ni «avantage» politique à court terme. Peut-être s'agit-il d'un concept stratégique trop volatile et peu «rentable» pour une perspective politique plus traditionnelle? Le débat reste ouvert.

DOSSIER : L'ALTERMONDIALISME : LA GAUCHE AUTREMENT ?

BESOIN DE VICTOIRES
ET D'AUTONOMIE

Par Alessandro Pelizzari,
secrétaire d'ATTAC Suisse.

Si le néolibéralisme a connu une période de domination totale, la situation actuelle est beaucoup plus contrastée: l'effondrement de la nouvelle économie, l'enlèvement de l'occupation états-unienne en Irak et l'échec des plans d'ajustement structurel en Amérique latine ont ébranlé les paradigmes sur lesquels s'est construite la mondialisation du capital. Face à cette crise de légitimité, le mouvement altermondialiste a su imposer l'idée d'un «autre monde possible» dans le débat public, mais

il n'a pas pour autant réussi à mettre un coup d'arrêt aux offensives néolibérales. C'est pourquoi, aujourd'hui, de plus en plus de personnes engagées considèrent que «le mouvement a besoin de victoires» pour qu'il ne se cantonne pas à un rôle purement idéologique et extérieur aux préoccupations des gens.

Dans ce cadre se pose la question du «débouché politique du mouvement». Or, cette expression est problématique car elle remet au goût du jour une hiérarchisation entre mouvement social et partis politiques, ces derniers étant censés seuls être capables de traduire dans les faits les exigences du premier. La charte de principes de Porto Alegre donne une indication précieuse sur la base consti-

tution politique du mouvement altermondialiste en indiquant que le *Forum social* doit permettre la construction de propositions alternatives qui «s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste, commandé par les grandes entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts». En d'autres termes, un processus de transformation sociale répondant à ces aspirations ne peut que s'inscrire dans une dynamique portée par de puissantes mobilisations sociales. Or, force est de constater qu'une partie de la gauche institutionnelle se satisfait depuis longtemps d'accompagner le libéralisme antisocial par une touche de social-libéralisme.

La question du rapport au politique ne peut donc se poser qu'en termes de l'autonomie du mouvement par rapport aux partis de ladite gauche, dans le choix de ses priorités et des échéances de mobilisation. En même temps, le mouvement doit continuer à intervenir dans le débat politique pour se confronter sur le contenu des alternatives au néolibéralisme et proposer une série de «points de rupture» – l'abrogation immédiate des «réformes» libérales de la protection sociale, l'appropriation sociale des services publics, la taxation des transactions financières, la fin du libre-échange total ou l'annulation de la dette du tiers-monde – en deçà desquels aucune politique nouvelle ne pourra commencer à changer la donne.

APPRENDRE DE L'ALTERMONDIALISME POUR DEVENIR UN ALLIÉ

Par Carlo Sommaruga, conseiller national socialiste, Genève.

Empêtrée dans ses compromis idéologiques, la social-démocratie, ancien fer de lance politique des luttes sociales, assiste, un peu éloignée, à la mue du mouvement de résistance à la mondialisation néo-libérale en un mouvement planétaire de proposition. En effet, l'altermondialisme offre un champ idéologique nouveau chargé d'un

nouvel et réel espoir: un autre monde est possible.

De son côté, l'Internationale socialiste est largement dépassée par les forces vives des mouvements citoyens. Toutefois, les objectifs stratégiques de l'altermondialisme ne sont pas très éloignés de ceux résultant des valeurs fondamentales de la social-démocratie. Il y a donc pour elle la possibilité de se nourrir, mais surtout de se régénérer, dans le terreau des mouvements altermondialistes. Que ce soit, à titre d'exemple, sur la problématique des flux financiers, des paradis

fiscaux, des services publics ou de la préservation ou encore du libre accès pour chacun aux biens appartenant à l'humanité telle l'eau, thématique sur laquelle aura lieu une rencontre de parlementaires venus des quatre coins du globe lors du Forum alternatif mondial sur l'eau courant février à Genève.

Le rôle que peuvent jouer les partis de gauche n'est donc pas négligeable. Ils doivent viser à reprendre, sans manipulation, l'objectif d'un nouvel ordre mondial juste et égalitaire et à l'introduire au niveau du pouvoir institutionnel

dont les partis traditionnels de gauche maîtrisent les rouages. Ces partis et leurs élus deviennent dès lors des alliés indispensables du mouvement altermondialiste, lequel s'inscrit bien plus dans une logique de contre-pouvoir plus que de prise du pouvoir institutionnel.

L'adoption par le parlement belge en 2004 d'une loi instituant la taxe Tobin, sous certaines conditions il est vrai, les décisions de collectivités publiques contre l'AGCS ou déclarant leur espace hors AGCS, comme bien d'autres actions d'autorités locales, montrent que l'appropriation intelligente par les élus des revendications nouvelles issues de la mouvance altermondialiste est possible et surtout qu'il existe une marge de manœuvre politique même s'il faut rester réaliste quant à sa portée effective à défaut d'une modification substantielle du rapport de force général.

La participation active des élus aux forums sociaux mondiaux, régionaux et locaux, comme la création de réseaux aux mêmes niveaux de parlementaires ou d'élus partageant cette vision de rupture avec le néo-libéralisme, sont des éléments de l'intégration des partis, notamment de la social-démocratie au mouvement altermondialiste et participent à la création des conditions nécessaires pour un changement de société radical.

L'ALTERMONDIALISME EN SUISSE

Dans le cadre des mobilisations altermondialistes, la Suisse ne lésine pas sur les efforts, faisant preuve d'une activité et d'une capacité de mobilisation étonnante tant à l'échelle nationale qu'internationale. Sans tenir compte de l'engagement de milliers de personnes lors des sommets de Davos ou du G8 à Evian, la Suisse démontre une capacité à s'investir continuellement dans la lutte, au travers notamment de deux espaces de rencontre, qui se veulent désormais bien plus que des «contresommets», leur démarche constructive intrinsèque n'étant désormais plus à démontrer: l'*Autre Davos* et le *Forum Social Suisse* (FSS). Le premier, dont la prochaine édition se tiendra à Berne le 22 janvier prochain, se veut un débat «autour des alternatives concrètes venues d'en bas», en opposition aux impositions découlant du haut et porteuses du credo néo-libéral institué au sein du WEF. De son côté, le *Forum Social Suisse*, que l'on retrouvera à Fribourg au mois de juin prochain, se revendique comme un «espace libre d'échanges, un débat démocratique d'idées, entre toutes ces entités et mouvements, engagés dans des actions concrètes au niveau national et global». Ces deux mouvements œuvrent chacun, à la fois séparément, à la fois main dans la main, dans le sens de l'un des objectifs primordiaux des mouvements altermondialistes: la coordination des efforts et des luttes, coordination qui se matérialise par les amples espaces de rencontre et de dialogue offerts aussi bien par l'*Autre Davos* que par le FSS. Coordination qui ne veut pas dire uniformisation, tant les intervenants sont issus de fronts divers, mais bel et bien mise en perspective d'idées et de débats, de manière à tirer d'une réflexion sur le local une manière de penser et d'agir sur le global.

Maurizio Colella

Zapatero: en clair/obscur

Le 14 mars 2004, trois jours après les sanglants attentats de Madrid, le Parti socialiste ouvrier espagnol gagnait les élections. Depuis cette victoire, de nombreuses lois et modifications progressistes en matière de société sont à dénoter, mais quel bilan intermédiaire tirer des réformes sociales et économiques du nouveau gouvernement

José Luis Rodríguez Zapatero, ZP comme on se plaît à le nommer, prend le contrôle du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en juillet 2000 lors du 35^e congrès du parti, au moment où celui-ci connaît une profonde crise tant électorale qu'interne. Cette prise de pouvoir se fait au détriment de toute alliance avec l'aile gauche «guerrista» (du nom de l'ex-ministre Alfonso Guerra) et marque le succès du courant «Nueva vía» (nouvelle voie), inspiré de la «Troisième voie» de Blair et du «nouveau centre» de Schröder. Logiquement, les premières réformes de Zapatero contiennent certes de profondes modifications de la société espagnole - surtout après les huit ans de pouvoir détenus par la droite libérale et conservatrice du Partido Popular (PP) - mais n'engagent pas de renversement des structures du pouvoir.

LES FEMMES ET LES ENFANTS D'ABORD...

Dès son accession au pouvoir, le nouveau gouvernement socialiste a d'emblée affirmé sa volonté de placer la question de l'égalité entre les sexes au cœur de ses préoccupations, notamment en formant un cabinet ministériel parfaitement paritaire et en nommant à la vice-présidence du gouvernement une femme, María Teresa Fernández de la Vega, 54 ans, célibataire et féministe. Cet engagement pour la cause des femmes s'est concrétisé pleinement lorsque le parlement espagnol a approuvé à l'unanimité la «loi intégrale contre la violence de genre» le 22 décembre 2004, tenant ainsi la promesse faite durant la campagne électorale du PSOE. Ce texte prescrit une prise en charge juridique, économique et psychologique des femmes souffrant de violences domestiques dans un pays où, tous les quatre jours, une femme succombe aux mauvais traitements de son partenaire masculin.

La question de l'éducation a également occupé une place importante dans les premières réformes: suspension de la «loi sur l'éducation» édictée par le PP, qui rendait obligatoire l'enseignement de la religion, et augmentation des bourses d'études (+ 15% pour les bourses universitaires sur sol espagnol).

...PUIS LE SOCIAL ET LA JUSTICE

Au-delà de ces premiers remaniements dits «démocratiques» - selon l'appellation de Zapatero -, le PSOE s'est aussi attelé à remodeler des secteurs sociaux délaissés sous l'ère Aznar. Par exemple, le «salaire minimal interprofessionnel» augmentera en 2005 de 4,5%, atteignant de ce fait 513 euros mensuels, et touchera un million de travailleurs. Les 600 euros promis durant la campagne seraient ainsi acquis d'ici la fin de la législature. En comparaison, le salaire moyen d'un ouvrier dans la construction était en 2001 de 1064,36 euros et, dans les services, de 922,88 euros.

On peut également citer la régularisation de 800'000 immigrants clandestins détenant un emploi, dès le début de l'année 2005. Cette décision signifie un changement d'orientation radical de la politique migratoire du pays: on vise dorénavant l'immigration légale, donc la protection de ces salariés, souvent sous-payés, et des travailleurs nationaux, victimes de dumping salarial.

LES BÉMOLS

Ces réformes touchant à des enjeux de société ont le mérite de s'attaquer au noyau dur du conservatisme espagnol, comme l'Église catholique, et de permettre à l'Espagne de se moderniser en se dotant d'armes contre le fléau machiste. Le gouvernement se tourne désormais aussi à nouveau vers l'extérieur: Zapatero a parié sur une politique étrangère visant le dialogue avec Cuba, le Maroc ou Gibraltar.

Reste que le bilan après une année n'est pas sans provoquer quelques réticences. Les promesses d'avancées sociales semblent tenir bon et les retraites devraient profiter de leur plus grande augmentation depuis 1990: les rentes des 3,5 millions de retraité-e-s devraient connaître un accroissement compris entre 3,5% et 8% en 2005. Pourtant, la question de la sauvegarde du service public n'est pas vraiment abordée en tant que priorité; on parlerait même de privatiser certains secteurs, comme celui d'Izar, groupe public de chantiers navals, ou même la RENFE (chemins de fers espagnols), ce qui serait évidemment inacceptable de la part d'un gouvernement socialiste. Dans le même créneau, on ne saurait omettre l'inconditionnel soutien à la Constitution européenne de Zapatero, qui semble faire fi du caractère très libéral de celle-ci.

Ce positionnement est un indice fort de l'orientation générale du gouvernement socialiste dans le domaine de la politique économique et des services publics. En effet, le silence observé jusqu'à présent sur des nécessaires ruptures avec la logique libérale contraste fortement avec les mesures progressistes mises en oeuvre sur des questions de société. Pour appuyer un tournant réel en matière économique, Esquerra Republicana (extrême-gauche catalane) et Izquierda Unida (ex-PCE), avec lesquels le PSOE compose la majorité lors des votes parlementaires, ainsi que Izquierda Socialista, courant de gauche à l'intérieur du parti, peuvent jouer le rôle de contre-poids aux tenants de la voie social-libérale dont Zapatero a été, et reste encore jusqu'à preuve du contraire, une figure phare.

Rebecca Ruiz

A LIRE: ALTERNATIVES ÉCOLOGIQUES

«Comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper-industrielle?», c'est par cette question que S. Erkman, directeur de l'Institut pour la Communication et l'Analyse des Sciences et des Technologies (ICAST), à Genève, aiguise notre curiosité. Ainsi en comparant le système industriel à un écosystème particulier, mais faisant partie de la biosphère, il remet en cause les visions traditionnelles et se rapproche d'une réalité ancestrale et si évidente: l'être humain fait partie de son environnement.

L'écologie industrielle propose, par exemple, de considérer les déchets comme des ressources, de dématérialiser l'économie ou encore de décarboniser l'énergie. Il illustre à coups d'exemples les incohérences du système actuel et esquisse des solutions inattendues, en prenant en compte notamment le développement de nouvelles technologies. Finalement, l'écologie industrielle a le mérite de s'intéresser au système industriel dans son entier et non aux seuls aspects environnementaux.

Clair et très bien écrit, ce livre passionnant est accessible à tout le monde. Une chaude recommandation donc, à toutes celles et ceux qui ne sont convaincus ni par le développement économique-technologique à outrance ni par l'intégrisme écologique et qui cherchent une véritable alternative.

Erkman (S.), Vers une écologie industrielle, Ed. C.L. Mayer, 2004, 252p.

Yves Loerincik

Pénurie de logements: que fait l'Etat?

Le manque de logements à prix abordables ou vacants en Suisse est patent. Conséquence: hausse des loyers. Dans le même temps, le chômage chronique et l'accroissement de la pauvreté exigeraient des investissements publics conséquents. Tour d'horizon.

Par Carole-Anne Kast.

Nous vivons actuellement une situation paradoxale en Suisse et plus particulièrement à Genève. Rarement les conditions macroéconomiques ont été aussi favorables à la construction (taux hypothécaire bas, forte demande) et pourtant, rarement la pénurie de logements en général, et de logements sociaux en particulier, a autant fait rage. Les personnes aux revenus modestes sont les premières à souffrir de cette situation.

DROIT AU LOGEMENT?

La Constitution suisse est pourtant censée donner le pouvoir à la Confédération et aux cantons d'agir, «en complément de la responsabilité individuelle et de l'initiative privée, à ce que toute personne en quête d'un logement puisse trouver, pour elle et sa famille, un logement approprié à des conditions supportables». Belle formule, belle conceptualisation du rôle de

l'Etat social qui s'engage à agir pour garantir le maintien de droits fondamentaux lorsque le marché n'y pourvoit pas.

Et pourtant, depuis 1998 le taux de logements vacants n'a cessé de diminuer en Suisse, pour atteindre en 2004 le chiffre de 0,91%, avec le triste record genevois de 0,14%! Lorsqu'on sait que la limite de la pénurie se situe à 2%, ces chiffres laissent songeur. La demande de logements étant toujours plus forte, des notions élémentaires d'économie donnent donc la conclusion immédiate de cette situation: une forte hausse des prix, donc, dans un pays composé à plus de 70% de locataires, une forte hausse des loyers.

HAUSSE DES LOYERS INADMISSIBLE

En dix ans, alors que les taux hypothécaires chutaient de manière vertigineuse, les loyers ont augmenté de plus de 35%, soit plus de 10% de plus que les prix à la consommation. Ces

chiffres donnent toute leur effrayante mesure lorsqu'on les compare à la progression des salaires pour la même période: depuis 1990, les salaires réels n'ont pratiquement plus augmenté (augmentation annuelle moyenne de 0,3%). Ils ne se sont à nouveau accrus légèrement qu'en 2002 et en 2003 (1,1% en termes réels).

Ces chiffres sont à même, s'il était vraiment nécessaire de le faire, de démontrer que l'accès au logement et la charge financière que représente le logement sont fondamentaux pour une meilleure distribution des richesses et une société plus égalitaire.

ETAT ABSENT

Alors, que font notre «Welfare Confédération» et nos «Welfare Cantons» pour pallier aux manques du marché? Et bien, comme à leur habitude, tous influencés par le discours néolibéral dominant, ils dégraissent... Réduction, gel ou suppression de l'aide à la construction de logements, augmentation des taux d'efforts, limitation des aides personnalisées au logement.

Par ailleurs, même si la construction de logements devait reprendre, le besoin de logements sociaux ou bon marché ne diminuerait pas. La structure sociale de notre société a changé: d'une situation où l'aide étatique pour se loger était nécessaire à un moment particulier de la vie d'un citoyen ou d'une citoyenne, en attendant que sa situation s'améliore par le biais d'une certaine ascension sociale et salariale, on est passé aujourd'hui à une situation où le logement social se révèle être un moyen de protection contre la précarité et contre l'exclusion sociale. De fait, le logement social n'est plus un «logement de passage», dont le caractère est lié à l'évolution du statut du

locataire ou/et à celui du logement lui-même. Il est devenu un logement «filet social» qui s'avère être un logement définitif où le locataire en situation précaire entre pour y rester. L'enjeu est devenu l'accès au logement lui-même.

SOLUTIONS PROGRESSISTES

Les solutions existent, mais comme toujours, elles nécessitent une volonté politique forte et un rôle de l'Etat que la majorité des collectivités publiques renoncent trop souvent à endosser. On peut penser aux moyens légaux pour lutter contre les abus et les limites du marché comme par exemple le blocage des loyers en cas de pénurie, l'interdiction d'évacuer des locataires en période de pénurie, mais également à certaines mesures proactives de la part des collectivités publiques comme la promotion de politiques d'acquisition foncière en faveur du logement, la relance du programme fédéral de financement de la construction de logements sociaux, le développement d'un programme de soutien aux coopératives d'habitation, l'instauration d'un droit de préemption du locataire sur son logement et d'emption des coopératives d'habitant-e-s sur leur immeuble ou encore l'utilisation des dépôts de garantie des loyers en faveur de la construction de logements.

Bref, ce n'est pas le propos de développer ici ce qui devrait peut-être constituer une partie intégrante des priorités programmatiques du Parti socialiste, mais simplement de rappeler que par la fonction vitale que joue le logement dans notre société, et par la charge que représente son coût pour les citoyens et les citoyennes, il est un élément incontournable d'une action politique sociale et socialiste pour laquelle nous œuvrons de manière continue.

BLOCHER À BIENNE, LE PS À L'ALBISGUETLI?

Il ne manque pas de culot, Blocher. Pour sa conférence de presse de bilan après une année de présence au Conseil fédéral – institution conspuée et traitée de tous les noms par le patron de EMS-Chemie il y a encore peu – il a choisi la ville de Bienne et sa Maison du Peuple, jadis un lieu fort de la gauche avant que l'immeuble ne tombe en décrépitude pour être racheté ensuite par la municipalité. Le message est double. D'une part, en retenant une localité connue pour son bilinguisme, Blocher affirme les velléités expansionnistes de sa formation en terres francophones. D'autre part, en se rendant dans une des plus belles bâtisses historiques de la gauche helvétique, il joue l'agent provocateur tout en exprimant son mépris à l'égard des forces du progrès. Du côté de la gauche: silence presque radio, sauf à Bienne, car le Blocher du Conseil fédéral ne semble plus inquiéter personne. Malgré l'enterrement de la politique d'asile qu'il est en train de réaliser, par exemple. Conclusion : à quand une assemblée du PSS au Albisguetli, la Mecque de la «blochérie» zurichoise nau-séabonde vers laquelle les «liebi Fräuä und Mannä» affluent régulièrement ?

PhMü

Libre-circulation et *dumping* salarial: le rôle crucial des cantons

A l'heure où les Etats-majors syndicaux discutent de l'opportunité d'un référendum contre les bilatérales II, il est bon de rappeler que l'application des mesures d'accompagnement censées éviter que la libre-circulation des personnes en Europe ne se transforme en un vaste *dumping* salarial dépend beaucoup des cantons. Or, en octobre passé encore, l'Union Syndicale Suisse (USS) reconnaissait que sur ce plan les mesures de protection des salarié-e-s contre le travail au noir par exemple, restaient embryonnaires. Eclairage.

DES COMMISSIONS TRIPARTITES TRÈS DISCRÈTES

Les bilatérales II prévoient d'étendre à la Suisse la libre-circulation des personnes qui existe en Europe actuellement. Concrètement, cela signifie qu'une

entreprise argovienne pourra sans autres recruter et engager des ouvriers de quelque pays européen que ce soit. Mais depuis l'extension de l'Europe en direction des ex-pays de l'est, grande est la tentation pour les patrons de recruter dans ces pays, où le niveau de vie est bas et le chômage élevé: on y trouve des salarié-e-s prêt-e-s à travailler pour des salaires inférieurs à ceux qui prévalent en Suisse. Pour éviter cette sous-enchère salariale, des «commissions tripartites» ont été créées au niveau cantonal. Il s'agit d'organes chargés de faire respecter dans chaque canton les «mesures d'accompagnement» à la libre-circulation de personnes, dans lesquels salariés et patronat sont représentés. Ces commissions doivent ainsi surveiller que les entreprises n'engagent pas à l'étranger du personnel à

des conditions de travail plus mauvaises que celles prévues par les conventions collectives et édicter des normes de salaires minimaux. Elles sont en outre chargées de réprimer le travail au noir.

Or, ces commissions tripartites fonctionnent mal: Dans beaucoup de cantons, elles ne se réunissent que quatre fois par année – ce qui est tout à fait insuffisant pour intervenir rapidement. Parfois, comme à Berne, les délégués patronaux bloquent ou freinent leur travail. Rares sont en outre les cantons où l'on dispose des instruments nécessaires à l'observation des conditions de travail et des salaires, par exemple du point de vue statistique.

DES MOYENS INSUFFISANTES

Enfin, les moyens destinés à l'application des mesures

d'accompagnement dans les cantons sont notoirement insuffisants. A Zurich, la commission tripartite tourne avec 300'000 francs de budget annuel et une seule personne salariée en tout et pour tout. Dans toute la Suisse, il n'y a que 164 inspecteurs et inspectrices cantonaux du travail, ce qui veut dire, selon l'USS (Communiqué de presse, 21.10.2004), qu'une entreprise a une chance de se faire contrôler tous les 25 ans seulement... Bref, de tels moyens sont tout à fait insuffisants pour dissuader efficacement les patrons de rétribuer leurs salarié-e-s en dessous des minimas salariaux ou d'engager de la main d'œuvre au noir. Or, l'état actuel des politiques d'austérité cantonales ne laisse rien envisager de meilleur de ce côté...

Olivier Longchamp

Le grand Monopoly de l'électricité vaudoise

Les actions de la Compagnie Vaudoise d'Electricité (CVE) ont pris l'ascenseur. D'une valeur nominale de 25 francs, elles valaient 500 francs en 2002, et 1'080 francs au cours actuel du marché. L'Etat de Vaud en possède 36% et les communes 25,5%. Pour ces dernières, la tentation de vendre est grande – et certaines l'ont déjà fait – afin d'améliorer l'ordinaire de leur ménage municipal. Ceci au grand dam du conseiller d'Etat Jean-Claude Mermoud, pourtant UDC et auparavant défenseur de la libéralisation, qui aujourd'hui gesticule et sermonne les syndicats par peur de voir une entreprise étrangère s'emparer de la CVE.

Il est vrai que la CVE est elle-même actionnaire d'Energie Ouest Suisse (EOS) à hauteur de 48%. Et que le groupe ATEL, dont le capital est détenu en majorité par Motor-Colombus, elle-même détenue en majorité par l'UBS, a déjà annoncé avoir acquis 10% des

actions de la CVE. Cette annonce étant obligatoire au seuil de 10% et de 30% du total des actions, ATEL détient donc à l'heure actuelle entre 10 et 30% du capital de la CVE. A noter au passage qu'EOS s'intéresse de son côté à Motor-Colombus afin de créer le futur pôle électrique de Suisse occidentale.

Les députés socialistes au Grand Conseil vaudois Roger Saugy et Jean-Pierre Tronchet ont interpellé le Conseil d'Etat sur sa stratégie de défense. De leur côté, les communes détentrices d'un grand nombre d'actions tentent de se conventionner en un «pool», où chaque membre s'engage à offrir aux autres membres, à leur valeur réelle, les titres qu'il souhaite céder, dans le but de conventionner plus du 50% des actions, afin de garantir que la majorité du capital de la CVE reste en mains publiques. Seulement voilà, sur toutes ces communes, il y en a qui ne veulent mettre que le 75% de

leurs actions dans la convention, d'autres qui demandent une porte de sortie, etc, etc. D'ici à ce que

cela aboutisse... Il ne reste plus qu'à espérer.

Christian Vuilloud

EN BREF

Vaud: un petit village résiste à l'AGCS

Romainmôtier-Envy est la première commune vaudoise à se déclarer «zone hors AGCS». L'Accord général sur le commerce des services (AGCS), négocié sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tend à rendre privatisables tous les services publics, à l'exception de la défense, de la police et de la justice. Un réseau des élus et collectivités déclarées «zones hors AGCS» a été initié en France, sous la houlette de maires et députés, dont Noël Mamère. En Suisse, d'autres communes ont ou vont faire le pas: Cuarnens, Delémont, Genève, L'Abergement. A l'étranger: Paris, Québec, Toronto, Vienne. Hélas, ici et plus haut, ce serait plutôt la politique de l'autruche: le Conseil fédéral, le Conseil d'Etat vaudois, l'Union des Villes Suisses, l'Association de Communes Suisses et l'Union des Communes Vaudoises sont «convaincus» (sans rire) que l'AGCS ne portera pas préjudice aux intérêts des communes.

CV

Pour en savoir plus:

www.romainmotier.ch/commune/index_agcs.html

www.hors-agcs.org/agcs/

L'Etat, un mécène comme un autre ?

Au delà des innombrables polémiques suscitées par l'exposition de Hirschhorn à Paris, celle-ci permet également d'interroger les relations complexes que l'art entretient avec la politique. Illustration.

L'«affaire Hirschhorn» montre avant tout les paradoxes constants du soutien public à la culture. Elle permet de s'interroger sur les valeurs en conflit entre politiques et artistes. Il serait facile de prendre une position ironique sur la médiocrité du débat qui a animé les Chambres, en les accusant de ne pas comprendre l'art contemporain et d'en être restées à des valeurs esthétiques surannées. Il serait également facile de s'en prendre aux contradictions du monde artistique qui sollicite des subventions publiques, intervient dans un espace culturel représentant l'image d'un pays à l'étranger pour critiquer le fonctionnement démocratique, tout en revendiquant une autonomie absolue de l'art. Cela a été amplement utilisé par les détracteurs d'un camp ou de l'autre. Ces positions tranchées n'aident pas à comprendre combien un fondement clair est nécessaire pour garantir un soutien public de l'art en démocratie.

QUELLES FONCTIONS POUR L'ART ?

Il est certain que les critères d'évaluation de l'art contemporain ne sont plus centrés sur l'esthétique, mais bien sur une fonction pragmatique, dans le but précis d'un impact sur le spectateur. Ainsi, les transgressions par rapport aux normes de la société peuvent être perçues comme des subversions qui permettent au visiteur de prendre

conscience du monde dans lequel il vit. Une des tendances de cet art à but pragmatique vise notamment les institutions politiques. Le titre de l'exposition d'Hirschhorn, «Swiss - Swiss Democracy», montre d'emblée cette référence. La tension provient alors du fait qu'une telle exposition ait lieu dans un Centre culturel suisse à l'étranger, plutôt que dans l'espace privé d'une galerie. Cette tension pourrait sembler positive d'un point de vue artistique dans la mesure où le but de générer un impact sur les spectateurs est atteint. Toutefois, les milieux artistiques ont compris la réaction politique comme une mise en danger de la liberté d'expression. Quant aux milieux politiques, ils ont senti un contresens dans les objectifs d'une promotion culturelle de la Suisse à l'étranger. Dans les deux cas, la réaction semble être justifiée. En effet, cette exposition n'a pas servi la «promotion» de la Suisse à l'étranger. Si on envisage l'art selon une perspective d'image promotionnelle, l'opération est ratée, non seulement à cause de l'exposition, mais aussi de la réaction des autorités politiques. La coupe budgétaire a sanctionné *Pro Helvetia*, parce que les attentes que certains politiques plaçaient en elles semblaient déçues. Cette coupe montre clairement que la perspective des Etats voyait dans ces centres culturels une promotion nationale à l'étranger, à l'instar peut-être de *Swiss Tourism*.

UNE RÉPONSE POLITIQUE INAPPROPRIÉE

Cette perspective a de quoi effrayer les milieux artistiques, qui conçoivent ces espaces comme des lieux publics d'expression. La différence entre une mission publique et une promotion nationale de *Pro Helvetia* est au cœur du débat. Si *Pro Helvetia* soutient un espace public pour l'art, alors une exposition sur les valeurs démocratiques de la Suisse est des plus justifiées, car c'est dans le principe même de la démocratie de discuter de son fonctionnement. Néanmoins, un espace public artistique ne doit pas laisser libre cours à n'importe quels propos: les valeurs centrales de la démocratie sont à faire respecter (face aux diffamations, expressions racistes, atteintes à la dignité, aux droits de l'homme), notamment par le biais de la justice. Or, cette exposition n'a engagé

aucune poursuite à ce niveau, ce qui montre que ce n'est pas l'espace public qui a été atteint. Finalement, seule une coupe budgétaire est intervenue comme une sanction à cette exposition – pour rappeler à *Pro Helvetia* les attentes de promotion nationale. En ce sens, la réponse semble particulièrement inappropriée. Elle indique l'incapacité politique à avoir situé le débat dans une perspective de fondements publics de l'art, pour intervenir sur un plan économique comme un mécène mécontent de sa commande qui a pour sanction une réduction du revenu des producteurs. La politique culturelle mérite certainement des éclaircissements plus profonds sur ses fondements, afin d'éviter des débats réactifs basés sur des valeurs divergentes qui ne parviennent pas à se rencontrer.

Antonio Rodriguez

EXPOSITION HIRSCHHORN: DU CACA ?



EN BREF

Roulez petits bolides!

A l'heure où l'on examine la possibilité de taxer les célèbres «4x4 urbains» hyper polluants (et très laids, mais c'est une autre histoire...), va-t-on devoir prochainement se prononcer sur la levée de l'interdiction de toute course automobile sur circuit en Suisse, en vigueur depuis 1955? C'est en tout cas le but poursuivi par l'initiative parlementaire de l'UDC Ulrich Giezendanner, afin d'organiser dans un avenir proche un nouveau grand prix de Formule 1 en Helvétie. C'est bien connu, la F1, ça rapporte beaucoup d'argent, ça vaut donc bien quelques émissions de CO2 supplémentaires...

MC

EN BREF

Le Président modeste et sa prose

Comme George W. Bush ou Tony Blair, Samuel Schmid joue de la visite surprise. Mais lui, il n'a pas de guerre, ni de soldats au front, ni de dinde de *Thanksgiving*, alors il choisit de faire modeste: dire coucou, les poches vides, à des pompiers genevois au repos. Petit bémol toutefois, notre bon Président a la prose pour lui, en déclarant aux hommes du feu: «Le malheur nous rappelle au silence, dans un monde si volontiers en proie au bruit et aux étincelles» (*Le Temps*, 03.01.2005). On fait craque-craque?

YS

La guerre du peu

Les jeunes UDC valaisans frappent fort... Après l'affiche du passeport suisse avec la photo de Ben Laden, les voici produisant un placard où la gauche est accusée de faire régresser l'espèce humaine. Ils ont même le souci que cela ne débouche sur l'amibe. Il est vrai que «machin» réduit à un animalcule unicellulaire aurait tout pour plaire. Mais hélas, c'est avec une massue sur l'épaule qu'il est le plus facile à imaginer.

Alors soit, régressons jusqu'au début de l'ère quaternaire, à l'époque pléistocène: la terre est peuplée de mammouths. «De la bonne viande...» selon Fafa, dit aussi Bébért, grand amateur de ce plat et accessoirement cueilleur d'herbe sacrée dont on bourre les calumets de la...

de... de la prouth (Ndlr: après un bon steak de pachyderme, il était alors de convenance de se soulager bruyamment afin de manifester son contentement, et la fumée inhalée dudit calumet facilitait grandement cette opération).

Or donc, en ce temps-là, le chef de la tribu des ours bruns, Totoph, rêvait de posséder la plus grosse massue, afin d'asservir les sages du conseil des tribus. Conseil auquel il venait d'être convié, suite à l'insistance des autres tribus situées à l'est (Ndlr: à droite sur la carte) de la rivière de Reuh-Chti. Malgré tous ses efforts, son gourdin arrivait juste à égaler ceux de Mimi et Momo, représentant-e-s de la tribu des horribles rats rouges. Son compère Samih avait bien tenté d'obtenir un crédit, mais

sans succès. Même son barde préféré, Os-Khar Rahansinger, ne lui était d'aucun secours. Il n'avait pas réussi à se faire admettre dans le clan des graveurs de pierre (Ndlr: il est vrai qu'il n'avait retenu de «La Guerre du Feu» que la célèbre scène de la lessive).

Alors le pauvre Totoph se contentait de taper du pilon, aidé en cela par son fidèle Moumoud, sur la racaille fuyant les éruptions volcaniques et cherchant refuge au sein des tribus préservées qui habitaient sur les rives de la Reuh-Chti. Sans doute que ce simple fait d'armes, au demeurant très populaire, lui suffirait à avoir une majorité de rugissements lors de la suivante nomination du conseil des tribus, et par là une plus grosse massue.

Et ce n'est pas ce maudit peintre rupestre, au nom imprononçable... Hirsch...???, qui allait l'en empêcher. Non mais... Il avait osé dessiner sur les murs de la caverne un mammouth satisfaisant un besoin naturel sur sa propre représentation. Heureusement, le conseil des sages, très sage, lui avait retiré tous ses bambous et ses mélanges de terres broyées.

Christian Vulliod



EN BREF

Culture du silence et requérant-e-s vaudois-e-s

Ministre de la formation et de la jeunesse, et désormais Présidente du Conseil d'Etat vaudois, la socialiste Anne-Catherine Lyon ne s'exprime pas sur la question de l'asile dans son canton: «*Ma position est connue du parti et a été décodée par des observateurs attentifs*» (Le Temps, 23.12.2004). Peu attentif, mais heureusement vieil observateur de la scène de l'asile, le municipal socialiste lausannois Oscar Tosato, n'en déclare pas moins à propos de la position des deux conseillers d'Etat socialistes sur cette affaire des requérants vaudois que: «*Je ne sais pas ce qu'ils pensent. On peut imaginer qu'ils sont derrière Amnesty.*» (24Heures, 18.12.2004). L'imagination c'est beau, mais au fait pourquoi ce silence radio? Réponse d'Anne-Catherine Lyon: «*Parce qu'on entend pas mes collègues sur les dossiers de mon département! Je m'étonne que l'on s'étonne de cela.*» (Le Temps, 23.12.2004). Reste une question: celle de savoir dans quelle école publique vont les enfants des requérants déboutés du Canton de Vaud?

YS

NDLR

Le Temps se fait des idées

4'800 pages «*d'idées qui changent le monde*» tirées de 13 essais. Voilà ce que 11 ouvriers spécialisés du journal Le Temps ont résumé ce 3 janvier en 25'000 signes, soit 2 pages. Palmarès.

Le prix de la bonne idée suisse va au repentis syndical et chroniqueur au Temps (!) Beat Kappeler: financer les retraites par des solutions privées pour décharger l'Etat. En politique, une bonne idée a été détectée chez l'éditorialiste du Financial Times, Martin Wolf: «*le principal obstacle à la prospérité, c'est l'Etat*», donc il faut plus de globalisation. À qui la meilleure idée en économie? À Vijay Vaitheeswaran, chef de rubrique à The Economist pour qui la dérégulation dans le secteur de l'énergie et l'innovation donnent du «*pouvoir au peuple*», soit aux consommateurs «*qui jusqu'ici captifs acquièrent un réel pouvoir*». Autre repentis, mais de l'écologie, Björn Lomborg veut que l'aide au développement suive la loi du rapport coûts/bénéfices. Mention «*pauvreté*» pour lui. Démographie enfin, Frank Schirrmacher, codirecteur du Frankfurter Allgemeine Zeitung, veut faire travailler les vieux, car «*le cerveau est comme un muscle. Bien entraîné, il se régénère et permet de faire des choses formidables même après 70 ans*». Notamment en maçonnerie.

Que voilà de riches idées, émises dans bien des cas par des journalistes et primées par des journalistes. C'est presque les Césars, là où une corporation s'auto-congratule en se croyant géniale. Que les lauréats du Temps oeuvrent dans des journaux réputés ultralibéraux n'enlève rien à l'exercice. Ni le fait que la bonne idée d'un journaliste américain écrivant au Monde Diplomatique, Thomas Frank, se voit taxer de «*nostalgie presque marxiste*». Ou que celle de l'intellectuel français de gauche Maurice Godelier passe dans la rubrique «*Et encore*». Finement joué.

Yves Steiner

Susan George

«Aujourd'hui, dans le mouvement associatif, tout le monde est d'accord pour exiger plus de démocratie internationale, pour combattre la politique des transnationales. Des gens se demandent: que voulons-nous, si ce n'est plus le capitalisme pur et dur? Il n'y a pas de plan d'architecte pour construire la maison. Nous construisons petit à petit nos références.»

Susan George, politologue américaine, présidente de l'Observatoire mondial de la mondialisation et vice-présidente d'Attac, est une des voix critiques les plus importantes de la mondialisation néolibérale. Elle est notamment l'auteur des livres «Le Rapport Lugano» (Fayard, 2000), «La mondialisation néolibérale» (avec Martin Wolf, Grasset, 2002), et «Un autre monde est possible si...» (Fayard, 2004).



AGENDA

14-15 janvier

1^{er} carrefour genevois de la solidarité - Solidarité Nord-Sud.
Ve 14 dès 19h00, sa 15 dès 10h00, Forum Meyrin, Genève.

15 janvier

Manifestation contre le Word Economic Forum.
14h00, Bahnhofplatz, Coire.

15 janvier

Manifestation contre le Word Economic Forum.
14h30, Bahnhofplatz, Winterthur.

22 janvier

Manifestation contre le Word Economic Forum.
14h00, Berne.

22 janvier

L'Autre Davos - Résistance contre la mondialisation du capital - Pour des alternatives venues d'en bas.
Dès 18h00, Centre culturel «Progr», Waisenhausplatz, Berne.

26 et 27 janvier

The Public Eye on Davos.
Me 26 dès 11h30, je 27 dès 10h00, Evangelisches Kirchgemeindehaus, Obere Strasse 12, Davos.

Du 26 au 31 janvier

Forum social Mondial 2005.
Porto Alegre, Brésil.

JAB
1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles altermondialistes...

«Les médias ne retiennent du zapatisme que ce qui est anecdotique: les armes, la guérilla, le passe-montagne, Marcos... Et, ils sous-estiment toute notre réflexion sur d'autres manières de faire de la politique, sur nos analyses concernant la taxe Tobin ou le budget participatif. On accorde moins d'importance au zapatisme en tant que mouvement social ou qu'organisation préoccupée par les questions économiques, sociales et culturelles. Pourtant, le zapatisme n'est pas seulement une résistance, il représente aussi une option, une possibilité de construire une relation humaine différente, fondée sur la conviction qu'un autre monde est possible.»

«Les résistances de type fondamentaliste, qu'elle soit religieuse ou ultranationaliste, s'opposent aussi à la mondialisation, mais en s'inspirant de bases ethniques, culturelles, linguistiques ou religieuses. Ce fondamentalisme prétend, lui aussi, construire un monde, mais un monde composé de petites îles, un archipel, où chaque seigneur local est un cacique, le roi de tout.»

«Nous pensons que, après la chute du mur de Berlin et la disparition de l'Union soviétique, l'ancien monde bipolaire se termine et le pouvoir connaît un nouveau déplacement. Ce n'est plus une puissance impérialiste, au sens classique du terme, qui domine le reste du monde, mais un nouveau pouvoir extra-national, le pouvoir du capitalisme financier qui s'impose.»

«La République mexicaine a une dette à notre égard. Une dette vieille de deux siècles, qu'elle ne pourra régler qu'en reconnaissant nos droits. Et en refusant d'accepter que la logique de la mondialisation nous marginalise encore plus. Car les critères de marché éliminent une partie de l'humanité dont la modernisation ne représente pas un investissement rentable. C'est le cas, en effet, des indigènes de tous l'Amérique latine. La globalisation exige leur élimination; (...) au prétexte que les Indiens ne sont pas utiles à la dynamique de la globalisation.»

Tirés de «Marcos La dignité rebelle. Conversations avec le sous-commandant Marcos» (Ignacio Ramonet, Paris, Galilée, 2001).